



**DECISION N° 224/16/ARMP/CRD DU 01 AOUT 2016  
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN  
COMMISSION LITIGES PRONONCANT LA SUSPENSION DE L'ATTRIBUTION  
PROVISOIRE DE L'APPEL D'OFFRES RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE  
POUR LA FOURNITURE DE PRODUITS ET DENREES ALIMENTAIRES DESTINEES A  
L'ALIMENTATION DES PENSIONNAIRES DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES  
DE THIES, MBOUR, TIVAOUANE, DIOURBEL, MBACKE ET BAMBEY LANCEE PAR  
L'INSPECTION REGIONALE DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE  
THIES/DIOURBEL.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION  
LITIGES,**

VU la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2013-1385 du 31 octobre 2013 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n° 09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n° 14-13 du 03 novembre 2013 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU le recours de l'Entreprise Beug Borom Touba par courrier reçu le 27 juillet 2016 ;

VU la quittance de consignation n° 0009217 du 27 juillet 2016 ;

Monsieur Alioune DIALLO, Commissaire à la Cellule d'Instruction des recours, rapporteur présentant les moyens et les conclusions des parties ;

En présence de Monsieur Mademba GUEYE, Président; Messieurs Samba DIOP, Boubacar MAR et Cheikhou Issa SYLLA, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente délibération fondée sur la recevabilité du recours ;

Par courrier reçu le 27 juillet 2016 au secrétariat du CRD sous le numéro 219/CRD, l'entreprise Beug Borom Touba (EBBT) a saisi le Comité de Règlement des Différends pour contester l'attribution provisoire de l'appel d'offres restreint en procédure d'urgence n°001/2016 portant sur la fourniture de produits et de denrées alimentaires destinés aux pensionnaires des établissements pénitentiaires de Thiès, Mbour, Tivaouane, Diourbel, Mbacké et Bambey lancé par l'Inspection régionale de l'Administration pénitentiaire Thiès/Diourbel.

### **SUR LA RECEVABILITE**

Considérant qu'aux termes de l'article 91 du Code des Marchés publics, dès réception du recours, le Comité de Règlement des Différends examine si celui-ci est recevable et, dans l'affirmative, ordonne à l'autorité contractante de suspendre la procédure de passation du marché ;

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 73.a du Code des Marchés publics, que tout candidat à un marché public lancé en procédure d'urgence doit, préalablement à tout recours contentieux, saisir l'autorité contractante d'un recours gracieux dans un délai de deux (02) jours ouvrables à compter de la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, puis, le cas échéant, le CRD dans les trois (03) jours ouvrables à compter de la réception des documents servant à l'instruction du recours ou de l'expiration du délai de deux (02) jours ouvrables imparti à cette dernière pour répondre ;

Considérant, en outre, que l'autorité contractante est tenue de répondre à la réclamation du candidat dans un délai de deux (02) jours ouvrables, au de-là duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours gracieux ;

Considérant qu'il résulte des faits invoqués, qu'après avoir été informé de l'attribution provisoire du marché publiée dans le journal « Sud Quotidien » du 22 juillet 2016, l'Entreprise Beug Borom Touba, par courrier reçu le 25 juillet 2016, a saisi l'autorité contractante d'un recours gracieux pour connaître les motifs du rejet de son offre pour le marché susvisé ;

Que non satisfait de la réponse reçue de l'autorité contractante par lettre en date du 25 juillet 2016, reçue le même jour, le requérant a introduit un recours contentieux auprès du CRD par lettre parvenue le 27 juillet 2016 au service courrier de l'ARMP ;

Considérant que le recours a été introduit dans les délais et formes prescrits par l'article 73 du Code des Marchés publics et que le requérant a satisfait à l'obligation de consignation, il doit être déclaré recevable.



**PAR CES MOTIFS :**

- 1) Déclare recevable le recours de l'entreprise Beug Borom Touba ;
- 2) Ordonne la suspension de la procédure de passation du marché sus nommé jusqu'au prononcé de la décision de la Commission Litiges du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP ;
- 3) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics est chargé de notifier à l'Entreprise Beug Borom Touba, à l'Inspection régionale de l'Administration pénitentiaire Thiès/Diourbel ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics, la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

**Le Président**  
  
**Mademba GUEYE**



The stamp is a red circular seal. The outer ring contains the text "CONSEIL DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS" at the top and "ARMP" at the bottom, separated by a star. The center of the stamp contains the word "President" in red, which is partially obscured by a blue ink signature.